



Lettre n°45 du 6 avril 2018

Au sommaire :

- **Cheminots, Air France, postiers, fonctionnaires, étudiants... la grève, arme politique des travailleurs** - Isabelle Ufferte
- « *Un spectre hante l'Europe* » - Il y a 170 ans, le *Manifeste du Parti communiste* - Galia Trépère

## **Cheminots, Air France, postiers, fonctionnaires, étudiants... la grève, arme politique des travailleurs**

Dès sa première journée, la grève à la SNCF a impacté l'ensemble de la vie économique, sociale, politique, avec des taux de grévistes massifs parmi le personnel d'exécution : 77 % (74 % mercredi) des conducteurs, 69 % (77 %) des contrôleurs, 39 % (47 %) des aiguilleurs, et même 40 % (30 %) des agents de maîtrise et 17 % (11 %) des cadres, malgré les pressions et... la prime de 150 euros promise à ceux qui remplaçaient un gréviste ! Partout, les manifestations ont regroupé des salariés d'autres secteurs en lutte, des étudiants, des militants de la convergence aux côtés des cheminots. Malgré le battage du gouvernement et de ses relais médiatiques, la grève est populaire.

Carrefour, Air France (où le calendrier de la grève s'allonge et correspond en partie avec celui des cheminots), postiers, éboueurs, énergie, hôpitaux, universités... les grèves et débrayages se multiplient, avec le sentiment que quelque chose est en train de se construire, qui peut basculer. Il s'agit bien plus que de la solidarité ou du soutien. Parmi les travailleurs, les lycéens, les étudiants, même si beaucoup sont encore spectateurs, la conviction gagne que les luttes en cours ou qui démarrent sont des éléments d'un même mouvement contre le gouvernement, le patronat, pour stopper l'offensive contre le monde du travail.

Cette offensive redouble depuis des semaines pour tenter de faire taire, encadrer, désarmer politiquement et organisationnellement. Elle est plurielle, se fait sur tous les fronts, du licenciement de Gaël Quirante, secrétaire Sud PTT 92, militant révolutionnaire et membre de la direction du NPA, qui constitue un avertissement à tous les militants combattifs et aux travailleurs, jusqu'aux exactions des nervis et notables d'extrême-droite se faisant la main à la fac de Montpellier contre des étudiants. Une offensive nourrie de tricolore et de Marseillaise, cherchant à embringer les classes populaires dans un grand élan patriotique pour les obsèques du commandant Beltrane

qui ont mis en branle tout ce que le pays compte d'institutionnels et « républicains », jusqu'à Mélenchon et Autain droits dans leur écharpe dans la cour des Invalides aux côtés de Sarkozy, Hollande ou Le Pen... Ou encore l'instrumentalisation de l'assassinat sordide d'une vieille dame juive, tandis que Collomb fait passer sa loi « asile-immigration » et que la fin de la trêve hivernale annonce la reprise massive des expulsions, une intensification de la guerre aux plus démunis.

Mais il a suffi d'une journée pour que la seule actualité devienne celle de la grève, de ce que font et pourraient faire les travailleurs. La démonstration que ce sont bien eux qui font tourner la société et non ceux qui les insultent pour servir leurs commanditaires, les grands patrons et les financiers. Ce sont bien les luttes, la grève des salariés du public et du privé, la jeunesse, qui peuvent changer la donne. Des luttes qui, quelles que soient les différences de rythmes, de modalités, de revendications, convergent et sont en train de devenir une lutte politique. Non pas au sens institutionnel où l'entendent Hamon, Mélenchon ou Faure qui tentent de surfer sur la popularité du mouvement, mais une lutte au contenu de classe, pour l'affrontement politique avec le pouvoir.

### **L'imposture se révèle**

« *Calme et grande détermination [...] cette réforme n'est ni un symbole ni un trophée* » a doctement expliqué Grievaux, le porte-parole du gouvernement, au moment où celui-ci tente de revoir sa stratégie. Philippe a été prié d'annuler son déplacement au Mali prévu ce week-end, Borne de revoir sa communication (*Les Echos* ont refusé de publier son interview réécrite par Matignon). L'heure n'est plus tout à fait aux annonces avec tambours et trompettes. La grève lézarde la façade, le mécontentement sourd de partout et se reconnaît dans la grève des che-

minots, l'imposture Macron se révèle. Les mensonges ne sont plus tout à fait les mêmes : on ne privatise pas, on ouvre à la concurrence... Borne promet un « sac à dos social » et le calendrier devient plus flou.

« *La bataille de l'opinion est lancée* » titre toute la presse. Et la grève est bel et bien une arme politique pour les travailleurs, les jeunes, pour mettre à nu le gouvernement et sa politique, gagner l'opinion et en même temps donner confiance, montrer que c'est possible de gagner, entraîner les autres secteurs dans la grève.

## **L'affrontement à construire**

Cette convergence, cet affrontement, les confédérations syndicales n'en veulent pas, elles se prêtent depuis des mois au jeu de dupes des négociations. Berger (CFDT) l'a répété : « *Plus on discutera vite avec l'exécutif, plus on a de chances d'éviter un conflit dur que je ne souhaite pas* » et Martinez (CGT), tout en se disant pour la convergence, continuait à demander mardi « *un gouvernement qui écoute, et n'essaie pas d'opposer les cheminots aux usagers* ». A coup d'une dizaine de réunions par semaine, il y a de quoi faire durer la farce, et laisser toutes les portes de sortie possibles aux bureaucrates qui en chercheraient.

Mais quels que soient les efforts des confédérations syndicales pour garder la main sur le mouvement, les cheminots, les travailleurs sont en train de reprendre confiance, de se défaire du poids des défaites passées. Les colères accumulées s'expriment, se renforcent les unes les autres. Les mobilisations, les manifestations, les AG inter-secteurs, même si elles ne représentent aujourd'hui que des minorités, sont autant d'occasions pour des militants d'échanger sur les perspectives, les possibilités. Et la question essentielle n'est pas tant celle du calendrier, des jours de grève choisis, mais celle de quelle politique, quels objectifs pour le mouvement, la négociation ou l'affrontement.

Unifier, coaguler les luttes, nécessite d'intégrer l'ensemble des revendications, des colères dans une politique globale du monde du travail pour affronter le pouvoir. Cela ne peut se faire qu'en encourageant et en appelant les travailleuses et travailleurs à prendre leurs luttes en main, à s'en faire les militants, les propagateurs comme le font, entre autres, les postiers du 33 en grève contre les réorganisations depuis près de 4 semaines, en lien avec les autres mobilisations locales et les postiers en grève dans le 92 ou le 35.

## **Prendre en main, construire le mouvement, ne compter que sur nous mêmes**

« *La gauche de la gauche espère se requinquer grâce au mouvement social* » titrait Libération cette semaine suite aux initiatives unitaires à travers lesquelles Hamon, Laurent et quelques autres cherchent à se refaire une santé. « *On est très facilitateurs, on dit oui à tout* » a expliqué Hamon, l'ancien ministre de Ayrault et Valls, ancien candidat PS à la Présidentielle, d'une souplesse à toute épreuve.

Une « *Tribune unitaire* » parue mardi dans *l'Huma* et *Mediapart* dénonce « *la préparation de la privatisation de*

*l'entreprise publique via la mise en concurrence* » et affirme : « *notre pays a besoin d'une relance des investissements dans le réseau ferré. L'Etat doit prendre en charge la dette* » avant de conclure : « *Nous soutenons les mobilisations et les grèves décidées par les travailleuses et travailleurs. Nous pensons utile que se développent des collectifs d'usagers [...] Nous appelons à engager un débat démocratique, pour le développement du ferroviaire, de tous les services publics, pour les enjeux environnementaux et sociaux d'aujourd'hui. Nous sommes disponibles pour converger tous ensemble, avec toutes celles-ces qui le souhaitent, dans des initiatives et manifestations publiques citoyennes* » (1).

De son côté, Faure (PS) a demandé « *une date précise pour la reprise de la dette [...] des éléments clairs sur les investissements sur le réseau* », et que l'« *ambiguïté* » de la privatisation « *soit levée* », expliquant : « *une grève, ça sert à créer un rapport de force avec un gouvernement pour le faire négocier* ». Au-delà des rivalités politiciennes, les logiques se rejoignent.

Tant mieux que la gauche qui a mis en route dans le passé les privatisations redécouvre aujourd'hui, sous la pression des travailleurs, qu'elles sont inacceptables et qu'il faut défendre le service public. Tant mieux qu'ils soutiennent les cheminots, mais la réciproque n'est pas à l'ordre du jour !

Il n'y a pas de réponse institutionnelle à l'offensive que subit le monde du travail, ni de « bon » développement industriel ou ferroviaire, de bonne solution à la dette autre que son annulation pure et simple, c'est aux banques de payer.

Ruffin, en meeting mercredi avec Lordon, a proposé avec le soutien des députés FI une « *grande manifestation commune* » dans un mois, le 5 mai, jour anniversaire de l'élection de Macron, et d'ici là la création partout de « *comités du 5 mai* », concluant « *La plus grosse question, c'est qu'est-ce qu'on fait le 5 mai au soir* ». Non, la question, c'est comment on construit aujourd'hui la grève, la convergence. Et collectifs unitaires ou comités du 5 mai, la « *plus grosse question* », c'est de ne pas laisser détourner le mouvement vers des chimères institutionnelles par tous ceux qui se pressent pour le faire.

Jeudi, ça a été au tour de Mélenchon d'annoncer une « *grande manifestation pour dire stop à Macron* » à Marseille le 14 avril, assurant « *On verra bien qui aura le dernier mot* ». Alors tant mieux si les initiatives se multiplient avant la journée nationale appelée le 19 avril par la CGT, elles peuvent être des étapes dans la construction du mouvement, à condition de ne pas être dupe des motivations de cette surenchère... et de prendre la mesure de ce que signifie « avoir le dernier mot ».

Il n'en est que plus urgent pour les révolutionnaires, les militants du mouvement, de défendre une politique de classe, indépendante des institutions, de la gauche institutionnelle et du dialogue social. Notre priorité est d'organiser des collectifs pour la grève, pour que les travailleurs prennent en main leurs affaires et leurs luttes, s'organi-

sent, se coordonnent. C'est sur ce terrain que nous devons redoubler d'initiatives, avoir l'audace de militer pour un mouvement d'ensemble, pour la grève, dans les entreprises, les sections syndicales, la jeunesse, même quand nous sommes minoritaires.

## Militer pour la convergence, remettre en cause le pouvoir des patrons et des banquiers

L'ensemble des revendications des secteurs en lutte posent la question du contrôle et de la destination des richesses produites par les travailleurs, de la nécessité de l'affrontement. Stopper les restructurations, empêcher les licenciements, la « casse sociale », imposer des embauches massives dans les hôpitaux, les services publics,

la fin de la précarité, l'augmentation des salaires... exigent de s'en prendre à l'oligarchie financière, au profit.

Avoir une politique pour le mouvement, c'est discuter d'un programme qui puisse unifier les luttes, poser les bases de la convergence en remettant en cause le pouvoir des patrons et des banquiers. Et c'est en même temps aider à l'organisation démocratique et indépendante des travailleurs en grève afin de contrôler eux-mêmes leur mouvement, se donner les moyens de l'étendre, de l'amplifier, sans se laisser paralyser ou instrumentaliser par les appareils institutionnels syndicaux ou politiques.

Isabelle Ufferte

(1) (<https://www.humanite.fr/non-la-casse-du-service-public-ferroviaire-pour-la-defense-et-le-developpement-de-tous-les-services>)

---

## « Un spectre hante l'Europe... » Il y a 170 ans, le Manifeste du Parti communiste

« *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme...* », c'est par ces mots que s'ouvre le *Manifeste du Parti communiste*, rédigé par Karl Marx et Friedrich Engels à la fin de l'année 1847 et publié en février 1848, quelques jours avant l'insurrection parisienne qui débuta la révolution en France et en Europe. Il s'agissait d'une œuvre militante, le programme de la première organisation ouvrière communiste internationale de l'histoire, la Ligue des Communistes.

Comment dire mieux que Trotsky l'éloge qu'il écrivit à l'occasion des 90 ans du Manifeste. « *Ce manifeste, le plus génial de tous ceux de la littérature mondiale, surprend aujourd'hui encore par sa fraîcheur. Les parties principales semblent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait vingt-neuf ans, Engels vingt-sept) ont su regarder vers l'avenir comme personne avant eux et, peut-être bien, après* ». 80 ans plus tard, ces mots sonnent juste.

Dans son film *Le jeune Karl Marx*, Raoul Peck a restitué avec bonheur les quelques années de la vie des deux jeunes intellectuels allemands qui ont abouti à la rédaction de ce Manifeste, leur engagement dans le camp de la classe ouvrière naissante, leurs discussions passionnées avec les militants ouvriers de leurs temps, la part pleine et entière, souvent ignorée, qu'y ont prise leurs compagnes et amies Jenny Marx, Hélène Demuth, Mary Burns et sa sœur. Il montre de manière salutaire que, loin d'avoir inventé le communisme, Marx et Engels avaient rejoint un mouvement qui existait avant eux, le mouvement ouvrier et ses diverses tendances dont le courant communiste qui prônait la mise en commun des biens. Ils contribuèrent de façon oh combien féconde à lui donner ses bases théoriques.

## Au cœur des combats sociaux et politiques de leur temps

Comme beaucoup de jeunes intellectuels allemands de leur époque, Marx et Engels s'étaient d'abord engagés,

l'un comme l'autre, sans se connaître encore, aux côtés des Jeunes Hégéliens qui critiquaient la philosophie de Hegel devenue philosophie officielle dans leur pays. Mais lorsqu'ils se rencontrèrent à Paris en août 1844, ils avaient déjà rompu avec cette philosophie idéaliste et ils décidèrent d'écrire ensemble un livre pour clarifier les raisons de cette rupture, *La Sainte Famille ou Critique de la Critique critique contre Bruno Bauer et consorts* qui parut en février 1845. Cet ouvrage, qu'ils destinèrent à la « *critique rongeuse des souris* », n'avait pas d'autre utilité que de faire le clair en eux-mêmes. Ils étaient déjà devenus matérialistes et s'étaient engagés dans le mouvement ouvrier de leur temps, Marx à Paris, Engels à Manchester où il travaillait dans une des usines de son riche industriel de père. Raoul Peck a plaisamment mis en scène la rencontre des deux amis, un véritable coup de foudre, avec entre autres, leur déclaration, complètement ivres, qu'il « *ne suffit pas d'interpréter le monde, il faut le transformer* », une des conclusions de leur critique du matérialisme de Feuerbach dont ils avaient adopté le point de vue tout en le complétant.

Avant sa rencontre avec Marx, Engels avait fréquenté à Londres *Karl Schapper, Heinrich Bauer et Joseph Moll, des militants de la Ligue des Justes. Cette société secrète avait été créée en 1836 à Paris et avait noué des relations étroites avec les sociétés révolutionnaires françaises, en particulier blanquistes. « C'est en 1843, raconte Engels, que je les connus tous les trois à Londres. C'étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que j'eusse vus. Et bien que, sur des points de détail, il y eût alors une grande divergence entre nos idées, -à leur communisme égalitaire borné, j'opposais encore une bonne part d'orgueil philosophique non moins borné,- je n'oublierai jamais l'impression imposante que ces trois hommes véritables firent sur moi qui n'étais encore qu'en train de devenir un homme. »*

Un des fondateurs de cette Ligue était Wilhelm Weitling, dont Engels, en 1885 dans *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*, souligne « l'importance qu'il

*revêt en tant que première manifestation théorique indépendante du prolétariat allemand* » et rappelle l'admiration que Marx avait exprimée pour son œuvre en 1844.

En 1847, l'idée que le temps des tentatives insurrectionnelles minoritaires était fini avait fait son chemin. Il apparaissait nécessaire de propager largement les nouvelles conceptions théoriques auxquelles Marx et Engels avaient abouti.

C'est dans cet objectif que Joseph Moll vint trouver, au printemps 1847, Marx à Bruxelles et Engels à Paris pour les inviter à entrer dans la Ligue des Justes avec la possibilité d'y développer leurs conceptions lors d'un prochain congrès. Celui-ci se tint à l'été 1847 et Engels y fut délégué. « *Toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de «Ligue des communistes»* », raconte Engels.

*«Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée.» Tel en est le premier article. »*

Le deuxième congrès qui dura une dizaine de jours, fin novembre-décembre de la même année, donna l'occasion à Marx, qui put cette fois y assister, de développer et de clarifier ses conceptions et tous les points qui faisaient encore litige. Les délégués, au final, demandèrent aux deux amis de rédiger le programme de la nouvelle organisation communiste, son Manifeste.

Au moment de sa publication, « *l'ancienne devise de la Ligue, «Tous les hommes sont frères» fut remplacée, raconte encore Engels, par le nouveau cri de guerre : « Pro-létaires de tous les pays, unissez-vous !» qui proclamait le caractère international de la lutte* ».

## **La lutte de classes moteur de l'histoire**

*« L'histoire de toute société, jusqu'à nos jours, est l'histoire de la lutte de classes, débute ainsi le premier chapitre du Manifeste, Bourgeois et Pro-létaires. [...] Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. »* Quelle anticipation géniale ! Ce qui n'était manifeste qu'à l'échelle de quelques pays d'Europe seulement s'est imposé dans le monde entier aujourd'hui, alors que la mondialisation capitaliste a gagné l'ensemble de la planète en prolongeant une courbe dont le mouvement était déjà décrit par le Manifeste : « *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.* » La classe ouvrière est devenue une force incomparablement plus puissante, potentiellement, qu'elle ne l'était en 1917 et a fortiori à l'époque de Marx.

Cette idée s'était imposée aux deux jeunes militants à travers l'expérience du mouvement chartiste en Angleterre qu'Engels avait connu avant sa rencontre avec Marx.

Les chartistes anglais avaient été tenus à l'écart de la Ligue des Justes parce qu'ils n'avaient pas de liens internationaux, contrairement aux militants de celle-ci, des réfugiés allemands qui avaient créé des sections dans plusieurs pays d'Europe où ils s'étaient installés. C'était cependant le premier mouvement ouvrier de masse moderne né de la révolution industrielle et ayant mené des combats à l'échelle de tout un pays.

Engels qui collaborait au *Northern Star*, leur journal, avait pris la mesure du rôle historique de la classe ouvrière telle qu'elle s'était développée en très peu de temps en Angleterre alors qu'il travaillait à Manchester dans une des usines de son père. Au moment de sa rencontre avec Marx en 1844, il avait déjà bien avancé son étude, *La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre*, qui parut l'année suivante.

Il avait pu se rendre compte concrètement que les faits économiques étaient à l'origine des luttes de classes et que celles-ci déterminaient à leur tour toute l'histoire politique.

Marx de son côté était arrivé à la conclusion, comme le raconte Engels dans *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*, que « *ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'Etat, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement.* » Quand ils se rencontrèrent à Paris, les deux hommes purent constater leur accord total sur leur conception matérialiste de l'histoire. Et bien plus, comme l'explique Engels un peu plus loin dans le texte déjà cité :

*« Mais cette découverte [...] était d'une importance directe pour le mouvement ouvrier de l'époque. Le communisme chez les Français et les Allemands, le chartisme chez les Anglais, n'avaient plus l'air de quelque chose de purement accidentel qui aurait pu tout aussi bien ne pas exister. A dater de ce moment, ces mouvements se présentaient comme un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, le prolétariat, comme les formes plus ou moins développées de la lutte historiquement nécessaire du prolétariat contre la classe dirigeante, la bourgeoisie ; comme les formes de la lutte de classe, mais différentes de toutes les anciennes luttes de classe par ce point spécial : la classe opprimée actuelle, le prolétariat, ne peut réaliser son émancipation sans émanciper en même temps toute la société de la division en classes, sans l'émanciper par conséquent des luttes de classe. Par communisme, on n'entendait plus la construction, par un effort d'imagination, d'un idéal social aussi parfait que possible, mais la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat ».*

Cette conviction que la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation déboucherait sur la fin de la division de la société en classe ne reposait pas sur un quelcon-

que messianisme, sur une foi irraisonnée dans un progrès conçu comme un principe idéal auquel on voudrait plier la réalité, mais sur la compréhension de ce qui détermine l'évolution et la transformation des sociétés, l'évolution des forces productives et des rapports de propriété. La classe ouvrière parce qu'elle ne peut débarrasser la société du carcan de la propriété privée bourgeoise qu'en socialisant ou collectivisant les moyens de production est la première classe sociale exploitée qui peut mettre fin à toute exploitation.

## Le capitalisme mis à nu

Un des apports révolutionnaires de Marx et Engels est d'avoir mis en évidence le fait que le capitalisme est un stade déterminé de l'évolution de la société à l'encontre de tous ceux qui en proclament le caractère prétendument éternel et incontournable. L'une des raisons en est qu'il ne peut se maintenir et se développer qu'en intensifiant l'exploitation des salariés alors même que les progrès technologiques permettraient comme jamais d'alléger le travail humain. Aujourd'hui comme à leur époque, les capitalistes mènent une offensive sans précédent pour abaisser le « coût du travail » afin de faire face à la concurrence mondialisée et la multiplication des robots dans l'industrie et la logistique ou des caisses automatiques dans les supermarchés ne sert qu'à licencier les uns et accabler de tâches nouvelles ceux qui restent.

Cette tendance en même temps provoque régulièrement des crises qui s'abattent sur la société comme une « *épidémie [...] La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce.* » Et ajoute le Manifeste, « *Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir* ». Ces mots résonnent encore juste après la crise de 2007-2008 dont les responsables ont préparé par leurs expédients un nouvel épisode aigu de la crise financière.

## La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs

« *Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables* ».

Sans doute Marx et Engels pensaient-ils que cette victoire serait plus rapide et encore n'ont-ils même pas connu la

grande vague révolutionnaire des années 1917-20. Mais la tendance qu'ils dessinent ainsi permet, plus que jamais, de décrire les possibilités révolutionnaires de la classe ouvrière internationale dont les conditions d'exploitation, dans le cadre de la socialisation de la production, créent une communauté d'intérêts entre tous les salariés et conduisent immanquablement à la lutte.

Les communistes, les révolutionnaires travaillent à l'unification des luttes de la classe ouvrière, la convergence de tous ses mouvements en une lutte de classe contre la bourgeoisie. « *Toute lutte de classe, rappelle le Manifeste, est une lutte politique* ». Elle pose, de fait, la question du pouvoir et de la transformation révolutionnaire de la société.

## Un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes

Sans définir précisément encore quelle attitude par rapport à l'État serait celle des travailleurs, le Manifeste affirme déjà : « *Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise.* » Comment dire plus clairement que n'importe quel gouvernement, dans le cadre de l'ordre social bourgeois, n'a comme seul rôle quelle que soit son étiquette, que d'être un exécutant au service des intérêts des classes possédantes ? N'est-ce pas cette expérience qui a été faite à grande échelle par des millions de travailleurs, en France et dans le monde après des décennies d'alternance au pouvoir de la droite et de la gauche ? A moins de croire en de bons sentiments et non à la réalité des rapports sociaux et d'exploitation, il n'y a pas d'issue autre que la révolution, « *le renversement violent de tout l'ordre social passé* », « *la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie* ». C'est la Commune de Paris, en 1871, qui montrera dans les faits ce que serait le pouvoir des travailleurs. Marx en tira les leçons dans *La Guerre civile en France* : « *la classe ouvrière ne pouvait pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte* », elle mit en place son propre pouvoir, « *un gouvernement de la classe ouvrière* », antithèse du pouvoir d'État de la bourgeoisie, « *mille fois plus démocratique*, dira plus tard Lénine dans l'État et la Révolution, *que n'importe quelle démocratie bourgeoise* » et appelé lui-même à dépérir en tant que pouvoir distinct de la population.

Les auteurs du Manifeste avaient eux-mêmes dit que le détail des mesures transitoires qui terminent la partie « Prolétaires et communistes » était déterminées par les circonstances de chaque pays et de l'époque de rédaction du programme communiste. Mais comment ne pas souscrire, pour aujourd'hui même, à la plupart de ces mesures qui reposent sur l'expropriation des grands propriétaires et des capitalistes.

Quant aux principes qui définissent l'attitude des communistes par rapport aux autres partis ouvriers, ils restent toujours vrais à condition toutefois de donner à « partis ouvriers » le sens que lui donnaient Marx et Engels, de partis qui se considèrent opposés à la société bourgeoise

et disent vouloir son renversement, à la différence des partis de la gauche syndicale et politique, aujourd'hui, dont l'objectif n'est au mieux qu'aménager la société dans un sens un peu moins défavorable aux travailleurs : « *Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.*

*Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :*

*1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.*

*2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ».*

Ces principes restent fondamentalement vrais et ils guident encore notre attitude, aussi bien dans notre action quotidienne que dans notre intervention dans les mobilisations, à l'égard de tous les travailleurs. Ils définissent notre recherche permanente de l'unité pour la lutte.

## **Les ouvriers n'ont pas de patrie**

Toute la personne de Marx, ses combats, son œuvre scientifique et ses écrits, ses relations, sont liés à ce point aux progrès de la classe ouvrière que lui-même et ses idées ont connu, de son vivant, les mêmes vicissitudes que celle-ci : toujours calomniés et haïs par la bourgeoisie et ses représentants, reconnus pendant les périodes d'essor de la révolution sociale et du mouvement ouvrier, tombés dans un relatif oubli et isolement pendant les périodes de réaction.

C'est encore plus vrai après sa mort, mais d'une manière que lui-même ne pouvait prévoir. Quand à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la classe ouvrière devint une véritable puissance, menaçante pour la bourgeoisie car organisée dans des partis socialistes et révolutionnaires, celle-ci comprit qu'il était préférable de consacrer une partie des profits qu'elle tirait de l'esclavage des peuples coloniaux à tenter de la domestiquer. Une fraction des appareils syndicaux et politiques adaptèrent alors le « marxisme » à leur nouveau mode de vie et leur nouvelle conception de la lutte de classe, le réformisme. Ce que les révolutionnaires comme Lénine ou Rosa Luxembourg pensaient n'être qu'une tendance minoritaire s'avéra avoir gangrené la quasi-totalité des sommets dirigeants du mouvement ouvrier qui sombrèrent dans le chauvinisme en août 14, au moment de ce choc énorme entre les deux classes de la société que fut la Première guerre mondiale. « *La Faillite de la deuxième Internationale* », dira Lénine, quand Rosa parlait du « *cadavre puant de la social-démocratie* ».

Cela n'empêcha pas la révolution ouvrière de triompher en octobre 1917 dans le maillon le plus faible du capitalisme, en Russie, et d'entraîner à sa suite tous les peuples d'Europe, créant, sur l'initiative des bolcheviks et sur la base du prodigieux essor qu'avait connu le mouvement ouvrier précédemment, de nouveaux partis, les Partis communistes, et une nouvelle Internationale, la Troisième.

Cependant la réaction bourgeoise et la contre-révolution se déchaînèrent contre la classe ouvrière dans le monde entier, le fascisme en Italie puis en Allemagne et, par contrecoup, la contre-révolution bureaucratique et stalinienne en URSS.

La dictature et la terreur qui furent employées contre les travailleurs et les militants révolutionnaires en URSS et dans toute l'Internationale communiste, puis dans les pays du bloc soviétique, pour sauvegarder le mensonge et l'usurpation qui garantissaient les privilèges de la bureaucratie furent exercées au nom des idées de Marx. Une défiguration tellement monstrueuse que ce même drapeau put aussi servir les dictatures de Mao en Chine ou de Kim Jong Un aujourd'hui encore. Le meilleur épouvantail qui soit pour la bourgeoisie.

C'est tout l'héritage du mouvement ouvrier révolutionnaire qui a été monstrueusement nié et caricaturé. Le plus grave a été le reniement de cette phrase du Manifeste : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* ». Pas de patrie ou de « nation », dirait-on aujourd'hui, à l'heure où nous sommes abreuvés de flots de propagande nationaliste destinés à laisser croire que travailleurs et capitalistes auraient les mêmes intérêts. Pas d'indépendance de classe sans internationalisme et réciproquement.

« *Le développement international du capitalisme, écrivait Trotsky à l'occasion des 90 ans du Manifeste, implique le caractère international de la révolution prolétarienne. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. Le développement ultérieur du capitalisme a si étroitement lié les uns aux autres toutes les parties de notre planète, «civilisées» et «non-civilisées», que le problème de la révolution socialiste a complètement et définitivement pris un caractère mondial. La bureaucratie soviétique a essayé de liquider le Manifeste dans cette question fondamentale. La dégénérescence bonapartiste de l'État soviétique a été l'illustration meurtrière du mensonge de la théorie du socialisme dans un seul pays ».*

Cette période historique s'est achevée il y a près de trente ans et nous sommes entrés de plain pied aujourd'hui dans une nouvelle époque d'essor de la classe ouvrière, de ses combats et de la révolution dont nous avons du mal à voir encore les contours. La mondialisation capitaliste a colonisé l'ensemble de la planète, l'industrialisation a donné naissance à de nouveaux contingents du prolétariat mondial et jamais la contradiction n'a été aussi forte entre les possibilités offertes à l'humanité par les progrès techniques, scientifiques et culturels, les aspirations démocratiques, les responsabilités qui nous incombent pour sauvegarder la vie sur notre planète et le degré d'arriération des relations sociales engendrées par le maintien de la propriété privée capitaliste et les frontières.

Loin d'avoir disparu, le spectre du communisme est encore là ! Il est l'avenir...

*Galia Trépère*